



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article2009>

Interview de Me Lalla Aicha, présidente du Comité de Solidarité avec les Victimes des Violations des Droits de

Date de mise en ligne : samedi 28 mars 2009

Union des Forces de Progrès



Assiraje Hebdo a rencontré pour vous Mme Sy Lala Aïcha, fervente militante des droits de l'homme, Présidente du Comité de Solidarité avec les Victimes et Violation des Droits Humains en Mauritanie et syndicaliste affiliée à la CGTM, pour nous édifier sur la crise politique que traverse notre pays, sur les droits de l'homme et du passif Humanitaire.

Assiraje Hebdo : Pouvez-vous vous présentera nos lecteurs ?

Lala Aïcha : Tout d'abord je dois vous remercier de l'intérêt que vous m'accordez, et surtout à l'Association que je dirige. Je m'appelle Madame Sy Aïcha Lala, je suis Présidente du Comité de Solidarité avec les Victimes et Violation des Droits Humains en Mauritanie qui est une organisation de défense de droit de l'homme. Je suis donc militante des droits de l'homme, et aussi militante syndicaliste affilié à la CGTM. Donc je mène un combat pour l'ancrage de la démocratie, pour le respect des droits humains, en particulier, ceux de la femme.

Assiraje Hebdo : Pouvez-vous nous dire un mot sur votre Association ?

Lala Aïcha : Notre Association s'active sur la défense des droits de l'Homme. Elle est née au lendemain des événements de 89, et a, en réalité pour vocation, de soutenir le collectif des veuves. A l'époque, il y'avait beaucoup de veuves suite à ces événements, ainsi que des Rescapés et des victimes qui sont devenus des laissés pour compte. Donc, on avait décidé de nous organiser pour nous constituer en organisation pour les soutenir. Avec révolution du temps, notre Association a évolué, et au lieu de s'occuper d'un dossier spécifique, c'est-à-dire les Veuves seulement, nous nous sommes dit qu'il y a beaucoup de violations du droit humain qui mériteraient donc d'être suivies, accompagnées et portées. Notre organisation est devenue au lieu de Comité de Solidarité avec les Veuves, mais le Comité de l Solidarité avec toutes les Victimes et Violation des droits de l'homme.

Assiraje Hebdo : En tant que militante des droits de l'homme, que pensez-vous de la situation actuelle des droits de l'homme dans notre pays depuis l'avènement du 06 août ?

Lala Aïcha : Il y a eu toujours des violations de droit de l'homme dans ce pays. Et je pense que le coup d'Etat du 06 Août est venu en rajouter le vase, parce que le coup d'Etat en lui-même est une violation des droits humains. A notre avis, le pouvoir ne doit être pris que par les urnes, donc toute prise de pouvoir par la force, nous la condamnons, parce qu'elle est anticonstitutionnelle et c'est pour cela que je dis que la situation des droits de l'Homme n'a fait que s'empirer. Vous savez les répressions des manifestants, qui ont eu lieu sur des gens qui étaient contre. Vous êtes sans ignorer que le premier droit, c'est le droit de la liberté d'expression, d'Association, ça c'est un droit Constitutionnel qui figure bien dans la Constitution Mauritanienne, et aussi dans toutes les Conventions Internationales ratifiées par la Mauritanie. Donc pour vous dire, avec les répressions, l'arrestation arbitraire comme par exemple ceux des journalistes comme celui du Site de Teqadoumy qui avait été suspendu tout dernièrement. C'est des fuites en avant, et je pense que ce ne sont pas des choses qu'on peut soutenir. Ce sont des formes de violation en somme, contraires aux valeurs humaines.

Assiraje Hebdo : Quelle rapport avez-vous avec les collectifs de défense des droits de Humains, tel que FONADHetleCOVIRE ?

Lala Aïcha : Notre association est membre du FONADH, qui compte 22 organisations qui se sont toujours occupées des dossiers brûlants des droits de l'Homme comme par exemple ; l'Esclavage, et le Passif Humanitaire. Maintenant le COVIRE est une autre organisation qui s'est créée il y a quelques mois, et qui prétend être une organisation des victimes. Nous les respectons, nous respectons leurs points de vue, mais nous estimons quand même, que leurs démarches par rapport à la situation des droit de l'Homme, n'est pas une situation correcte. Je pense que la

première chose qu'ils doivent soutenir, devrait être le droit de la justice. Cessons les choses indéniables, pour des mouvements qui se veulent être réellement des mouvements de défense des droits humains. Mais de mon point de vue, le COVIRE est venu, disloquer, et semer la zizanie au sein des organisations des droits humains. C'est un collectif qui est à la solde des Militaires, ils sont entrain de jouer avec le feu. Ils ne peuvent pas par rapport au passif humanitaire, régler ce problème. Je l'ai lu dans une de leur déclaration, je les ai vus à la télé, qu'ils vont déposer un rapport pour régler définitivement la question du passif humanitaire, alors qu'ils n'ont pas été mandatés par les victimes et même s'ils sont eux mêmes des victimes, ils ne peuvent parler qu'à leur nom. Parce que la question est très complexe et des efforts de tout un chacun doit s'y associer. Si je dis que c'est une Association qui est venue pour disloquer les autres Associations de droit de l'Homme, c'est qu'aujourd'hui, le COVIRE refuse de coordonner avec toutes les autres Organisations de Défense des Droits de l'Homme. Il y a le Comité de Solidarité par exemple qui a commencé avec les veuves, avec eux mêmes depuis 1991, au moment où, eux mêmes n'osaient même pas lever le petit doigt" Ce sont d'autres Organisations, telles que le GRDS de Me Diabira, l'AMDH, SOS esclave, qui ont porté leurs voix. Aujourd'hui, ils se sont entendus avec les Militaires qu'ils n'associent personne à la solution du Passif Humanitaire. Je pense que si les gens veulent régler de façon juste et équitable le problème du passif humanitaire, il y a obligatoirement des structures qui doivent être associées.

Assiraje Hebdo : Est-ce que vous pensez que les membres de Ja Junte Militaire, avec la collaboration bien sur du COVIRE, vont tenir promesse en réglant définitivement le problème du passif humanitaire ?

Lala Aicha : Ils ne peuvent pas avec cette voie qu'ils sont entrain de suivre, je pense qu'ils "les Membres de la Junte" sont juste entrain de les tromper. Même le rapport qu'ils ont déposé, personne ne la vu, les quelques informations que nous avons par rapport à leur rapport, ils n'abordent qu'un seul aspect du règlement de cette question, c'est l'aspect réparation, et même cet aspect de la réparation, les manières dont ils veulent le réparer n'est pas juste. Par exemple, ils ont catégorisé les Militaires et n'ont pris en compte que l'Armée, alors que les victimes du passif humanitaire ne sont pas seulement les Militaires, il y a des milliers de civils qui sont la dans. Par exemple, ils veulent que les Officiers soient indemnisés à 8 millions, les sous officiers, 5 à 6 millions, et les hommes de troupes de 1 à 2 millions ; comme si dans la mort et l'injustice, il devrait y avoir des catégories. Ces gens ne sont pas morts de mort naturelle, ils ont été tués, exécutés, il ne faut pas oublier ça. Est-ce que l'enfant de l'officier est plus important que l'enfant du soldat ? Ce sont des questions qu'il faut se poser. Déjà la manière dont ils ont abordé la question n'est pas une manière juste. Donc, si la question n'est pas abordée d'une façon qui n'est pas juste, il n'y aura pas une solution juste,. Donc d'une autre façon, ils ne pourront régler ce dossier d'une manière définitive. Peut-être quelques uns qui recevront des miettes vont pardonner et les milliers autres ? Donc ce ne sont ni les membres de la Junte, ni eux qui vont régler ce problème définitivement. J'estime de mon point de vue que l'approche qui a été prise pendant les journées de concertation, quand il y a eu le gouvernement de transition, qui disait qu'il fallait créer une Commission mixte et nous, nous avons voulu qu'elle soit une Commission Indépendante. Mais l'approche de commission qui va réfléchir pour voir quelle est la démarche juste, c'est ça l'important, ce n'est pas de venir rapidement se pencher sur le problème et dire en a tourné la page.

Assiraje Hebdo : Votre ONG du moment qu'elle s'est alignée au côté du FNDD. comment pensez-vous pouvoir régler ce problème de droit de l'homme, si vous ne reconnaissez pas ce régime, comme l'a fait le COVIRE ?

Lala Aicha : Nous n'avons pas dit que nous allons régler le problème du passif humanitaire, nous n'avons pas les moyens de les régler, nous avons juste le moyen de le poser et de faire des propositions pour son règlement. Nous nous sommes alignés avec la justice, nous sommes alignés dans le camp de la Coordination des Forces Démocratiques, le FNDD est une structure composée de Partis politiques. Quand il y a eu un certain moment, une Coordination des Forces Démocratique pour lutter contre le coup d'Etat, notre ONG et le FONADH, nous avons estimé de nous aligner au côté des Forces Démocratiques, parce que nous sommes des militants des droit de l'homme. Nous ne pouvons être que là, où il y a la démocratie ; nous ne soutenons que ceux qui soutiennent la démocratie. Nous ne pouvons pas être neutres, quand les acquis démocratique sont menacés. Par conséquent,

nous estimons que nous avons un rôle à jouer, et devons montrer en quoi, que les acquis démocratiques ne devraient pas être touchés. Nous voulons que la politique reste aux politiciens et la sécurité à l'Armée.

Assiraje Hebdo : Actualité oblige, que pensez-vous de la médiation de Kadhafi ?

Lala Aicha : Personnellement, je n'ai jamais cru à ça, et c'est pourquoi d'ailleurs quand Kadhafi est venu, j'ai été convoquée au Palais des Congres, mais je n'ai pas été. Parce que connaissant l'homme qu'il était, lui connaissant lui-même, je sais que ce n'est pas lui qui va régler le problème. Je n'ai pas été surprise, Kadhafi est un homme qui cherche à créer un empire et veut qu'on parle de lui, en réalité c'est sa personne qui est importante pour lui. Ce qui était pour lui le plus important, c'était la fermeture de l'Ambassade d'Israël. Il a des objectifs qui sont clairs, c'est la lutte contre Israël et celui qui va lutter avec lui, c'est son ami et va le soutenir et ça, je l'ai dit avant même son discours au Palais des congres. Ça été une erreur de l'Union Africaine de l'avoir choisi. Là où il passe pour faire des médiations ce sont des problèmes qui en suivent. Et là où il visite pour autres choses, c'est toujours des confusions.

Assiraje Hebdo : Le mot de la fin ?

Lala Aicha : je souhaite qu'il y'ait un retour à l'ordre Constitutionnel, parce que les coups d'Etats ne sont pas biens en Mauritanie. Il est important que toutes les personnes, toutes les forces éprises de paix et de justice, puissent s'unir pour que la démocratie triomphe. Je ne suis pas du même avis que Kadhafi, qui dit que la démocratie ne sert à rien.

Propos recueillis par Moustapha Lo

<!-- google_ad_client = "pub-9841313673627924"; /* 468x60, date de création 29/12/08 */ google_ad_slot = "0052188781"; google_ad_width = 468; google_ad_height = 60; //-->